

## Bolivie : l'enquête sur la cellule terroriste avance

05-05-2009

Ont été arrêtés Juan Carlos Gueder, alias "capitaine Bruno", et Alcides Mendoza Malavi, alias "capitaine mojeño", les deux liés à la jeunesse cruceñista. Selon les enquêteurs, c'étaient eux qui facilitaient les armes au groupe de Rozsa. En caleçons et avec des armes de toute sorte, dans l'intimité de leurs chambres d'hôtel, le Ministère public a diffusées des dizaines de photos des supposés membres d'une bande terroriste prises par eux-mêmes. On les voit aussi dans un stand de la coopérative de télécommunications de Santa Cruz et dans une salle avec un panneau de la Fédération d'Éleveurs de Santa Cruz (Fegasacruz), deux des institutions liées avec la Préfecture et au comité civique dont les dirigeants ont été cités à déclarer. Jusqu'à présent il y a quatre détenus pour leur relation avec le groupe qui aurait essayé de séparer ce département de la Bolivie. Juan Carlos Gueder Bruno, ex membre de l'Union Juvénile Cruceñista (UJC), a confessé qu'il avait vendu une arme au défunt Eduardo Rozsa Flores, qui aurait été leader de la bande dissoute par la Police. Il a dit que Rozsa pensait assassiner Ruben Costas et Ernesto Suarez, respectivement préfets de Santa Cruz et de Beni, pour en faire des martyrs de la cause sécessionniste.

Pour l'affaire des présumés terroristes, jusqu'à présent il y a trois morts (le bolivien-croate-hongrois Rozsa, l'irlandais Michael Dwyer et le roumain-hongrois Magyarosi Arpad) abattus par la Police Nationale dans l'hôtel cruceño Las Americas le 16 avril passé et deux autres personnes qui feraient aussi partis du groupe, Mario Tadic, bolivien-croate, et Elod Toaso, hongrois, ont été arrêtés et sont maintenant incarcérés à La Paz. Pour l'instant, les avocats des survivants ont récusé deux juges avec l'argument qu'à La Paz il n'y avait pas de conditions pour juger leurs clients. Ils ont considéré que la proximité du président Evo Morales enlèverait une impartialité aux magistrats. Comme les arrestations se sont produites à Santa Cruz, ils devraient y être soumis à la justice, ont-ils indiqué. La même raison avait exposé la Préfecture cruceña et le comité civique.

Mais le gouvernement a dit qu'il était légal de les juger à La Paz puisque la dénonciation de terrorisme a été effectuée dans cette ville par le ministère de gouvernement. Le ministre de la Défense, Walker San Miguel, a affirmé que la Justice de Santa Cruz est dépendante du comité civique et de la Préfecture. En septembre passé, durant le saccage et les prises d'institutions de l'État national dans l'orient de la Bolivie, le Ministère public cruceña n'a pas agi. A une occasion, deux unionistes ont été arrêtés avec une carabine près de l'aéroport El Trompillo, où l'avion du président Morales allait atterrir. Mais ils ont été libérés peu d'heures après. La même chose est arrivé à cinq personnes arrêtées avec des armes de guerre quelques jours plus tard. Mercredi, dans cette ville, ont été arrêtés Gueder, alias "le Capitaine Bruno", et Alcides Mendoza Malavi, alias "le capitaine mojeño", aussi lié à l'UJC. Selon les enquêteurs, c'étaient eux qui facilitaient de l'armement au groupe de Rozsa. Les accusés ont été transférés à La Paz, distante de mille kilomètres de Santa Cruz, dans une camionnette. Ils ont ensuite déclaré avoir voyagé 15 heures avec les yeux bandés et les mains attachées.

Il y a encore deux fugitifs : Hugo Acha, président de Human Rights Foundation Bolivia, qui se trouverait aux États-Unis, et Alejandro Melgar Pereira, avocat externe de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Orient (Cainco) qui réunit le patronat allié aux préfets de l'opposition autonomiste (départements de la Demie-Lune). L'avocat serait parti en Argentine et ensuite en Uruguay où les enquêteurs ont perdu sa trace. Ils l'accusent d'avoir facilité l'achat de l'auto qu'utilisait le groupe de Rozsa. "Je suis accusé ici de terrorisme. Mon seul délit a été de vendre une arme de fabrication artisanale. J'ai seulement été un lien pour la vente de cette arme que j'ai vendue à Rozsa pour 1000 dollars", a dit Gueder dans une conférence de presse improvisée, après avoir déclaré devant la justice et avant de rentrer dans sa cellule.

Il a dit qu'il a vu Rozsa deux fois. La deuxième fois, celui-ci lui a révélé qu'il "voulait attenter à la vie du préfet Ruben Costas et de Ernesto Suarez Sattori". "Mieux vaut un martyr mort qu'un imbécile qui ne faisait rien comme gouverneur", aurait soutenu Rozca. Après connaître ses intentions, Gueder ne s'est joint plus avec le vétéran de la guerre des Balkans.

Gueder a affirmé qu'il a vu Malavi lors d'une de ces rencontres. "Je sais par Rozsa qu'il y avait d'autres personnes liées au domaine politique. Je ne sais pas non plus leurs noms sinon je vous les donnerais. Il y a des gens qui devraient être ici, comme Hugo Acha, que j'ai connu dans cette réunion parce qu'il était avec Rozca." Selon le détenu, il les a vus dans le stand qu'utilise le préfet Costas à la Foire d'Expositions de Santa Cruz (Fexpocruz), appartenant à la Cainco. Dans ce lieu, la Police a découvert des dizaines d'armes de divers calibres, des munitions et des explosifs comme de la nitroglycérine et du C-4.

L'ex-unioniste a raconté que Rozsa "voulait tuer le préfet et Suarez Sattori pour créer un chaos. Il n'a jamais donné de noms mais il disait toujours "les 'oncles' (tios) vont soutenir cela par tous les moyens". Les 'oncles' sont supposément une structure plus importante, mais il ne nous l'a jamais dit". Les institutions patronales et sociales qui forment le Comité Pro Santa Cruz réaliseront une Assemblée de la Cruceñidad pour analyser la forme de stopper la "chasse aux sorcières" impulsée par le gouvernement. Le vice-président du comité est Guido Nayar, ex ministre de l'Intérieur de l'ex-dictateur, et président constitutionnel Hugo Banzer, également ex titulaire de Fegasacruz, une des organisations qui auraient eu une relation avec le groupe de Rozsa.

Pour le préfet Costas, il s'agit d'une farce du gouvernement, qui "emporte des gens à La Paz, pour en effrayer certains,

pour en torturer d'autres ou leur offrir de l'argent. Ce qu'ils veulent, c'est décapiter l'opposition". Sebastián Ochoa, Pagina/12, 02 mai 2009.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-124213-2009-05-02.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>